

ADNANE BENCHAKROUN

MAI 2026

# LE JOURNALISTE VEILLEUR

Éthique, manipulation et devoir d'informer  
à quatre mois des législatives marocaines de 2026

L'AVOCAT  
DU DIABLE

OUI, MAIS...

Publier trop tard,  
c'est parfois laisser  
le mensonge gagner.

Trop nuancer,  
c'est parfois devenir  
inaudible.

Trop attendre,  
c'est offrir le terrain  
à ceux qui frappent  
les premiers.

INFORMER  
SANS MANIPULER

VÉRIFIER  
SANS DÉFORMER

RÉVÉLER  
SANS DÉTRUIRE

LA VOIX  
INTÉRIEURE

Pourquoi être  
le seul à respecter  
les règles quand  
l'autre camp avance  
sans scrupules ?

Pourquoi offrir le  
contexte à ceux qui  
ne nous l'offriraient  
jamais ?

Pourquoi corriger  
publiquement quand  
nos adversaires  
utiliseront cette  
honnêteté contre  
nous ?



VÉRIFICATION



INDÉPENDANCE



DIGNITÉ



RESPONSABILITÉ



CONSCIENCE

LE JOURNALISME N'EST PAS NEUTRE.  
MAIS IL DOIT ÊTRE HONNÊTE.

## **Le Journaliste Veilleur**

**Éthique, manipulation et devoir d'informer à quatre  
mois des législatives marocaines de 2026**

**Adnane Benchakroun**

**Mai 2026**

## **Préambule**

### **Le journaliste veilleur, à quatre mois des législatives**

À quatre mois des élections législatives marocaines de 2026, le journalisme entre dans une zone de turbulence morale. Ce qui s'annonce n'est pas seulement une compétition entre partis, programmes et ambitions personnelles. C'est aussi une bataille de récits, d'images, de soupçons et de vérités disputées.

Dans cette période, une rumeur peut abîmer une réputation avant même d'être démentie. Une vidéo courte peut peser plus lourd qu'un programme. Une capture d'écran peut devenir une preuve pour ceux qui veulent y croire. Un chiffre mal vérifié peut fabriquer une réalité politique parallèle. L'information n'est plus seulement un contenu : elle devient un champ de bataille.

Le journaliste marocain devrait alors redevenir un veilleur. Non pas un juge. Non pas un censeur. Non pas un militant masqué. Mais un professionnel capable de ralentir lorsque tout pousse à publier vite, de vérifier lorsque tout pousse à croire, de contextualiser lorsque tout pousse à simplifier.

Mais ce livre ne veut pas faire semblant. Le journaliste n'évolue pas dans un monde pur. Il travaille sous pression : l'audience, les réseaux sociaux, les annonceurs, les lignes éditoriales, les amitiés politiques, les adversaires qui ne respectent pas toujours les mêmes règles. Entre l'orthodoxie du métier et la brutalité de la campagne médiatique, sa conscience devient un lieu de conflit.

L'avocat du diable lui souffle alors : publier trop tard, c'est parfois laisser le mensonge gagner. Trop nuancer, c'est parfois devenir inaudible. Trop attendre, c'est offrir le terrain à ceux qui frappent les premiers.

Et la voix intérieure du journaliste engagé répond plus dangereusement encore : pourquoi être le seul à respecter les règles quand l'autre camp avance sans scrupules ? Pourquoi offrir le contexte à ceux qui ne nous l'offriraient jamais ? Pourquoi corriger publiquement quand nos adversaires utiliseront cette honnêteté contre nous ?

C'est dans cette tension que naît le journaliste veilleur : entre devoir professionnel, tentation partisane et réalité d'une bataille médiatique sans merci.

Ce livre ne propose donc pas une morale confortable. Il ouvre une question plus dérangeante : comment rester journaliste quand tout autour de soi récompense le réflexe militant, la vitesse, le soupçon et le coup bien placé ?

Le journalisme n'est plus seulement un métier d'écriture. C'est une discipline de résistance. Résistance au bruit, à la peur, au mensonge, à la manipulation. Mais aussi résistance à soi-même.

## **Sommaire**

Préambule

Le journaliste veilleur, à quatre mois des législatives

Chapitre 1

Le journaliste face aux fake news : informer sans amplifier

Chapitre 2

Le devoir de vérification : quand publier vite devient un risque

Chapitre 3

L'exactitude n'est pas un luxe : elle est la dignité du métier

Chapitre 4

Sources anonymes, sources officielles : jusqu'où peut-on faire confiance ?

Chapitre 5

Le journaliste et l'IA : nouvel outil, nouveaux pièges

Chapitre 6

Rectifier publiquement : faiblesse ou preuve d'honnêteté ?

Chapitre 7

Le piège du buzz : quand l'audience menace l'information

Chapitre 8

Indépendance éditoriale : résister aux pouvoirs, aux sponsors et aux clans

Chapitre 9

Le secret professionnel : protéger une source sans protéger un mensonge

Chapitre 10

Le devoir de contexte : une image vraie peut raconter une histoire fausse

Chapitre 11

Le journaliste marocain comme veilleur social

Chapitre 12

Informer avec prudence sans tomber dans la peur

## Conclusion

La charte éthique qu'aucun journaliste ne signera malheureusement

## Annexes réflexives

L'avocat du diable

Oui, mais...

La voix intérieure : Et si les adversaires politiques ne respectaient aucune règle ?

## **Chapitre 1**

### **Le journaliste marocain face aux fake news : informer sans amplifier**

À quatre mois des élections législatives marocaines, fixées au 23 septembre 2026, avec une campagne officielle prévue du 10 au 22 septembre, le pays entre dans une zone sensible : celle où l'information devient un terrain de compétition politique, mais aussi de manipulation possible.

Dans ce contexte, le journaliste marocain n'est pas seulement un producteur de contenu. Il devient un veilleur public. Son rôle n'est pas d'ajouter du bruit au bruit, ni de courir derrière chaque rumeur parce qu'elle "fait parler". Son devoir est plus exigeant : distinguer ce qui relève du fait, de l'opinion, de la propagande, du montage, de l'intox ou de la simple confusion.

La fake news électorale n'arrive presque jamais avec une étiquette "mensonge". Elle se présente souvent comme une capture d'écran, une vidéo courte, un extrait de discours coupé, une statistique sans source, une prétendue fuite interne, une phrase attribuée à un responsable politique, ou une image ancienne recyclée comme preuve actuelle. Elle circule vite parce qu'elle confirme ce que certains veulent déjà croire. Elle ne cherche pas toujours à convaincre tout le monde ; elle cherche parfois seulement à salir, à fatiguer, à semer le doute.

Le premier devoir du journaliste est donc de ne pas amplifier l'intox avant de l'avoir vérifiée. Reprendre une rumeur pour "poser la question" peut déjà suffire à la rendre crédible. Écrire "untel accusé de..." sans preuve solide, même avec prudence apparente, peut fabriquer une suspicion durable. Dans l'espace numérique, le démenti arrive souvent trop tard. La trace reste. L'ombre survit au correctif.

Informé sans amplifier suppose une discipline éditoriale simple : ne pas republier inutilement le contenu toxique, ne pas reprendre les images manipulées en pleine page, ne pas transformer une rumeur marginale en affaire nationale par réflexe d'audience. Le journaliste peut traiter une intox, mais il doit le faire en expliquant le mécanisme, la source douteuse, le contexte, les intérêts possibles, et non en offrant à la rumeur une scène plus large.

Cette exigence est encore plus forte en période électorale. Le Maroc n'échappe pas aux nouvelles formes de guerre narrative : comptes anonymes, pages partisans déguisées, vidéos émotionnelles, micro-campagnes de dénigrement, fausses révélations, sondages suspects. La bataille politique ne se joue plus seulement dans les meetings ou les plateaux télévisés. Elle se joue aussi dans les téléphones, les groupes WhatsApp, les commentaires Facebook, les vidéos TikTok et les montages générés par intelligence artificielle.

Face à cela, le journaliste doit retrouver une vertu professionnelle parfois oubliée : le ralentissement. Publier cinq minutes plus tard, mais juste, vaut mieux que publier vite et faux. Le public n'a pas besoin d'un journaliste qui panique avec lui. Il a besoin d'un journaliste qui vérifie pour lui. Qui appelle. Qui recoupe. Qui consulte les documents. Qui distingue la preuve de l'impression.

Mais cette vigilance ne doit pas devenir frilosité. Le devoir de prudence ne signifie pas renoncer à enquêter. Au contraire. Il faut enquêter sur les manipulations, les financements opaques, les réseaux de désinformation, les campagnes coordonnées, les intox fabriquées pour nuire à un candidat ou à un parti. Le journaliste veilleur ne se contente pas de dire : "c'est faux". Il doit aussi demander : "qui a intérêt à le faire croire ?"

À l'approche des législatives, la responsabilité des rédactions marocaines sera donc immense. Elles devront éviter deux pièges : devenir les relais involontaires des intox, ou se réfugier dans un journalisme neutre au point de ne plus rien éclairer. La bonne voie est plus difficile : vérifier sans trembler, contextualiser sans noyer, critiquer sans diffamer, publier sans manipuler.

Car dans une démocratie, l'électeur ne vote pas seulement avec sa carte nationale. Il vote aussi avec ce qu'il croit savoir. Et si ce savoir est pollué, tronqué ou falsifié, c'est tout le débat public qui se fragilise.

Le journaliste marocain face aux fake news n'a donc pas un simple devoir technique. Il a une mission civique : protéger la qualité du choix citoyen. Pas en disant au public quoi penser. Mais en l'aidant à savoir sur quoi penser.

### **Oui, mais...**

Oui, mais il faut aussi reconnaître que la lutte contre les fake news peut devenir un prétexte commode pour disqualifier toute information gênante. Qui décide qu'une information est fausse ? Le pouvoir ? Les plateformes ? Les médias dominants ? Un journaliste trop prudent peut finir par ne plus rien publier de dérangeant, par peur d'être accusé d'amplifier une intox. Or certaines grandes révélations commencent souvent comme des rumeurs fragiles, contestées, inconfortables. Le devoir n'est donc pas de censurer ce qui dérange, mais de vérifier avec rigueur.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais ce que dit le métier.

Je sais ce qu'on nous a appris : ne jamais publier une rumeur sans vérification, ne jamais offrir une caisse de résonance à une intox, ne jamais confondre suspicion et preuve. Sur le papier, c'est propre. C'est juste. C'est même beau.

Mais dans une rédaction engagée, en pleine campagne électorale, les choses ne ressemblent jamais aux manuels.

Une vidéo arrive dans un groupe WhatsApp. Elle montre l'adversaire dans une posture embarrassante. Le son est mauvais, la séquence est courte, le contexte manque. Une partie de moi sait qu'il faudrait attendre. Appeler. Recouper. Retrouver l'original. Demander une réaction.

Mais une autre partie regarde déjà les réseaux.

Eux ne vont pas attendre. Eux vont publier. Eux vont titrer fort. Eux vont imposer leur version avant midi. Et nous, pendant ce temps, nous serons encore en train de discuter de prudence, d'éthique et de conditionnel.

Alors la justification commence.

Je me dis que cette vidéo, même incomplète, révèle peut-être quelque chose de vrai. Qu'elle confirme une attitude, une arrogance, une contradiction. Je me dis que l'adversaire n'a jamais été tendre avec nous. Qu'il a déjà utilisé pire. Que dans une campagne sans merci, celui qui respecte seul les règles finit souvent comme le naïf de service.

Le rédacteur en chef ne me dit pas explicitement de manipuler. Il n'a pas besoin. Il demande seulement : "On peut en faire quelque chose ?" Puis : "Les autres vont le sortir." Puis : "Il faut être dans le rythme."

Et voilà comment la frontière bouge.

On ne ment pas frontalement. On écrit : “une vidéo fait polémique”. On ajoute : “selon plusieurs internautes”. On met un point d’interrogation dans le titre. On protège juridiquement la phrase, mais on libère politiquement le soupçon.

Je sais que c’est dangereux. Je sais que le doute, une fois injecté, ne se retire jamais complètement. Mais je sais aussi que le camp adverse ferait pareil, peut-être pire.

C’est là que le journaliste en moi commence à négocier avec le militant.

Et c’est souvent le militant qui trouve les meilleurs arguments.

## **Chapitre 2**

### **Le devoir de vérification : quand publier vite devient un risque**

À l'approche des législatives marocaines de 2026, le journaliste n'a plus seulement pour mission de rapporter ce qui se dit. Il doit d'abord vérifier ce qui circule. Dans une période électorale, chaque mot peut devenir une arme, chaque image une preuve apparente, chaque rumeur une affaire politique. Le danger n'est pas seulement de publier une fausse information. Le danger est de participer, même involontairement, à sa mise en circulation.

La vitesse est devenue l'obsession du métier. Il faut publier avant les autres, réagir avant les concurrents, capter l'attention avant que le public ne passe à autre chose. Mais cette accélération permanente fragilise le cœur même du journalisme : la vérification. Une information non vérifiée n'est pas une information. C'est une matière brute, parfois utile, souvent dangereuse, qui doit être examinée avant d'être offerte au public.

Le problème est que les réseaux sociaux ont changé le rythme de la fabrique de l'opinion. Une vidéo postée à minuit peut devenir virale avant le matin. Une capture d'écran, même fabriquée, peut circuler dans des centaines de groupes WhatsApp. Une déclaration sortie de son contexte peut provoquer une colère réelle. Dans ce climat, le journaliste est tenté de suivre le mouvement : "tout le monde en parle, donc il faut en parler". Or, c'est précisément là que commence le piège.

Vérifier, ce n'est pas seulement demander si une chose est vraie ou fausse. C'est poser plusieurs questions simples : qui parle ? À quelle date ? Dans quel contexte ? Quelle est la source initiale ? Le document est-il complet ? L'image correspond-elle au lieu annoncé ? La vidéo est-elle ancienne ? Le chiffre vient-il d'un rapport officiel,

d'un sondage sérieux, d'un cabinet inconnu ou d'un simple montage graphique ?

En période électorale, cette méthode devient vitale. Une accusation contre un candidat, une rumeur sur une alliance, une prétendue fuite interne, un sondage spectaculaire ou une vidéo de meeting peuvent influencer le débat public. Même si l'information est ensuite démentie, le mal peut être fait. La rectification ne circule jamais aussi vite que l'accusation. La suspicion, elle, s'installe.

Le devoir de vérification impose donc une forme de courage professionnel : accepter de ne pas publier immédiatement. Dans un environnement où la rapidité est récompensée par les clics, choisir la prudence peut sembler coûteux. Mais c'est le prix de la crédibilité. Un média peut se tromper une fois, puis corriger. Mais s'il installe une culture de l'à-peu-près, il perd quelque chose de plus grave que l'audience : il perd la confiance.

Cette exigence concerne aussi les titres. Un article peut être nuancé, mais un titre peut trahir l'information. Dire "scandale", "révélation", "choc" ou "explosif" avant d'avoir établi les faits revient à fabriquer une émotion avant de construire une vérité. Le journaliste veilleur doit résister au vocabulaire de l'emballement. Il peut être ferme sans être sensationnaliste. Il peut être critique sans être accusatoire. Il peut être rapide sans être imprudent.

La vérification passe également par le pluralisme des sources. Une seule version ne suffit pas, surtout lorsqu'elle émane d'un acteur intéressé. Le communiqué d'un parti, la déclaration d'un responsable, le témoignage d'un proche, la publication d'un influenceur ou la fuite transmise anonymement doivent être traités avec distance. Le journaliste n'est pas un tuyau. Il est un filtre. Son rôle est de recouper, de contextualiser, de hiérarchiser.

L'intelligence artificielle ajoute une difficulté nouvelle. Images réalistes, voix clonées, faux documents, textes générés automatiquement : la frontière entre le vrai et le vraisemblable devient plus fragile. Le journaliste marocain devra donc renforcer ses réflexes techniques, mais aussi son bon sens éditorial. Une information trop parfaite, trop spectaculaire, trop conforme aux attentes d'un camp mérite toujours une attention redoublée.

Vérifier n'est pas ralentir la démocratie. C'est la protéger. Car le citoyen ne peut se faire une opinion libre que si l'information mise à sa disposition est loyale. À quatre mois des élections, le journaliste doit se souvenir que son premier concurrent n'est pas un autre média. Son vrai adversaire, c'est la confusion.

Dans les semaines à venir, beaucoup chercheront à imposer leur récit. Certains le feront ouvertement, d'autres par la rumeur, le montage, l'insinuation ou le faux document. Le journaliste veilleur devra tenir une ligne simple : publier ce qui est établi, signaler ce qui reste incertain, corriger ce qui était faux, et refuser de transformer la précipitation en méthode.

Car dans ce métier, être le premier importe parfois. Mais être fiable importe toujours.

### **Oui, mais...**

Oui, mais dans l'écosystème numérique actuel, attendre trop longtemps peut aussi signifier disparaître. Le public veut savoir immédiatement. Les concurrents publient. Les réseaux imposent leur rythme. Une rédaction qui vérifie pendant que d'autres occupent le terrain risque d'arriver après la bataille. La vraie question est donc de trouver une méthode : publier vite, mais clairement provisoire ;

informer sans conclure ; dire ce que l'on sait et ce que l'on ignore encore.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je connais la règle : vérifier d'abord, publier ensuite.  
C'est l'orthodoxie du métier. C'est ce qui sépare le journaliste du militant, le média de la page anonyme, l'information de la propagande.

Mais en campagne électorale, cette règle devient parfois une douleur.

La vérification prend du temps. Le temps, lui, travaille pour l'adversaire. Une accusation lancée à 9 heures peut devenir une vérité émotionnelle à midi. À 15 heures, elle est déjà reprise par des pages, des influenceurs, des militants, des commentateurs. À 18 heures, elle a son existence propre. Même si elle est fausse, elle a déjà produit son effet.

Alors dans la rédaction, on vit avec cette phrase invisible : "Ne soyons pas les derniers."

Personne ne dit : publions sans vérifier. Ce serait trop brutal. On dit plutôt : "On peut l'écrire prudemment." On dit : "On attribue." On dit : "On met au conditionnel." On dit : "On signale que nous n'avons pas encore obtenu de réaction." Et parfois, cette prudence grammaticale devient une manière élégante de publier quand même.

L'avocat du diable, dans ma tête, me souffle que le public veut savoir vite. Que si nous attendons trop, nous devenons inutiles. Que les réseaux ne respectent pas les délais de la déontologie. Que la vérité elle-même doit parfois courir pour ne pas arriver morte.

Et mon engagement politique ajoute autre chose : “Tu sais très bien de quoi ils sont capables. Pourquoi leur offrir le luxe du doute ?”

C’est là que le conflit devient intime. Je ne veux pas trahir le métier. Mais je ne veux pas non plus laisser mon camp se faire écraser par une machine médiatique adverse qui, elle, ne s’embarrasse pas de scrupules.

Alors je négocie. Avec les mots. Avec les titres. Avec ma conscience.

Je vérifie un peu. Pas toujours assez.

Je publie vite. Pas toujours sereinement.

Et le soir, quand le papier a bien tourné, une question reste : ai-je informé le public, ou ai-je simplement gagné une manche dans la bataille du récit ?

### **Chapitre 3**

#### **L'exactitude n'est pas un luxe : elle est la dignité du métier**

À l'approche des législatives marocaines, le journalisme entre dans une période où chaque approximation peut devenir une faute. Une date mal indiquée, un chiffre repris sans vérification, un nom écorché, une fonction confondue, une citation amputée : ce qui paraît parfois secondaire peut produire un effet politique réel. En temps ordinaire, l'erreur fragilise la crédibilité d'un média. En période électorale, elle peut fausser une perception, nourrir une polémique ou servir les intérêts d'un camp.

L'exactitude n'est donc pas un détail technique. Elle est le socle moral du métier. Le journaliste n'est pas seulement celui qui raconte ; il est celui qui s'oblige à raconter juste. Cette exigence vaut autant pour les grandes enquêtes que pour les brèves, les titres, les légendes de photos, les publications sur les réseaux sociaux ou les notifications envoyées en urgence.

Dans le brouhaha numérique, la tentation est grande de considérer que "l'essentiel est vrai", même si certains détails restent flous. C'est une pente dangereuse. Car le détail, en journalisme, n'est jamais totalement neutre. Un montant imprécis peut transformer une mesure publique en scandale. Une date déplacée peut faire croire à une manœuvre. Une image ancienne présentée comme récente peut créer une émotion artificielle. Une fonction mal attribuée peut donner à une déclaration une autorité qu'elle n'a pas.

Le journaliste marocain veilleur doit donc réhabiliter la précision. Dire ce que l'on sait, mais aussi dire ce que l'on ne sait pas encore. Écrire "selon les éléments disponibles", "à ce stade", "d'après tel document", "contacté par nos soins" n'est pas un signe de faiblesse. C'est une marque de sérieux. Le public n'a pas besoin de certitudes

fabriquées. Il a besoin d'une information honnête sur son propre degré de solidité.

Cette rigueur concerne aussi le vocabulaire. Les mots ne sont pas interchangeables. Une "accusation" n'est pas une "preuve". Une "plainte" n'est pas une "condamnation". Une "enquête ouverte" n'est pas une "culpabilité établie". Une "source proche du dossier" n'est pas une confirmation officielle. Confondre ces niveaux, c'est parfois condamner médiatiquement avant que les faits soient établis.

Dans une campagne électorale, cette précision devient encore plus indispensable. Les acteurs politiques cherchent naturellement à imposer leur lecture des événements. Chaque camp grossit ce qui l'arrange, minimise ce qui le gêne, sélectionne les chiffres favorables, dramatise les erreurs adverses. Le journaliste ne doit pas entrer dans ce jeu. Son rôle n'est pas de distribuer des points dans un match partisan. Il est de restituer les faits dans leur juste proportion.

L'exactitude impose aussi de refuser les raccourcis confortables. Le Maroc est un pays complexe, traversé par des réalités sociales, territoriales, économiques et politiques très diverses. Une colère locale ne résume pas tout le pays. Un témoignage ne fait pas une tendance. Une vidéo virale ne prouve pas un mouvement national. Un sondage isolé ne suffit pas à annoncer une dynamique électorale. Le journaliste sérieux doit toujours replacer l'épisode dans une perspective plus large.

Cela demande du temps, de la méthode et parfois de l'humilité. Relire. Vérifier les noms propres. Contrôler les chiffres. Identifier la source première. Comparer les versions. Corriger les erreurs dès qu'elles apparaissent. Dans un média moderne, cette discipline doit devenir collective : rédacteurs, éditeurs, community managers, monteurs vidéo, responsables de publication. Une faute dans une

publication Facebook engage autant la crédibilité du média qu'une faute dans un article de fond.

L'exactitude est aussi une forme de respect envers les personnes citées. Dans un espace public déjà brutal, le journaliste doit éviter d'ajouter de l'injustice à la conflictualité. Une personne peut être critiquée, interrogée, mise en cause, mais jamais déformée. La fermeté journalistique n'autorise ni la caricature, ni la paresse, ni la déformation volontaire.

À quatre mois des élections, le devoir d'exactitude devient donc un devoir démocratique. Le citoyen ne peut juger correctement que si les faits lui sont présentés avec précision. Quand les repères se brouillent, la rumeur gagne du terrain. Quand les mots se mélangent, la suspicion remplace l'analyse. Quand les chiffres flottent, chacun choisit sa vérité.

Le journaliste veilleur doit faire l'inverse : remettre de l'ordre, de la nuance et de la preuve dans le débat public. Il ne s'agit pas d'être froid, distant ou technocratique. Il s'agit d'être juste. Car une information exacte n'est pas une information sans âme. C'est une information qui respecte le lecteur.

Dans les semaines électorales qui viennent, beaucoup chercheront à imposer des récits rapides. Le journaliste, lui, devra tenir une règle simple : mieux vaut une phrase précise qu'un grand effet de manche. Mieux vaut un chiffre sourcé qu'une indignation creuse. Mieux vaut une prudence claire qu'une fausse certitude.

L'exactitude n'est pas un luxe de rédaction. C'est la dignité même du journalisme.

**Oui, mais...**

Oui, mais l'exactitude absolue peut devenir une illusion paralysante. Dans une campagne électorale, tout bouge vite : alliances, déclarations, chiffres, positions. Attendre la précision parfaite peut conduire à manquer l'essentiel. Le journaliste doit donc accepter une exactitude évolutive : être précis à chaque étape, corriger si nécessaire, mais ne pas renoncer à informer sous prétexte que tout n'est pas encore stabilisé.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais qu'un chiffre mal donné peut mentir.  
Je sais qu'une date déplacée peut changer le sens d'une affaire.  
Je sais qu'un mot trop fort peut transformer une accusation en condamnation.

C'est la base du métier : être exact. Pas seulement globalement exact. Exact dans le détail. Exact dans le nom, la fonction, le contexte, la chronologie.

Mais dans une rédaction partisane, l'exactitude devient parfois une bataille intérieure.

On ne me demande pas forcément de mentir. On me demande de choisir. Choisir le chiffre le plus utile. La citation la plus dure. Le passage le plus gênant. Le moment le plus défavorable à l'adversaire. Tout peut être vrai, et pourtant tout peut être orienté.

L'avocat du diable me murmure alors : "L'exactitude absolue n'existe pas. Tout récit est un montage. Toute hiérarchie est un choix. Pourquoi faire semblant d'être au-dessus de la mêlée ?"

Et mon engagement politique pousse plus loin : “S’ils ont dit cette phrase, pourquoi leur offrir le contexte qui les sauverait ?”

C’est là que le danger commence. Pas dans le mensonge grossier. Dans la précision sélective. Dans le détail exact mais incomplet. Dans le mot juste, placé pour faire mal.

Je peux respecter les faits tout en trahissant leur équilibre.  
Je peux écrire vrai, mais faire comprendre faux.

Et c’est peut-être cela qui me trouble le plus : l’inexactitude moderne n’a pas toujours besoin d’inventer. Elle sait très bien découper.

## **Chapitre 4**

### **Sources anonymes, sources officielles : jusqu'où peut-on faire confiance ?**

À quatre mois des législatives marocaines, les rédactions vont recevoir davantage de confidences, de communiqués, de “fuites”, de documents présentés comme explosifs et de messages envoyés sous couvert d’anonymat. C’est une mécanique connue : plus l’échéance politique approche, plus l’information devient stratégique. Certains veulent éclairer l’opinion. D’autres veulent orienter le récit. Quelques-uns cherchent simplement à régler des comptes.

Le journaliste marocain veilleur doit donc poser une question essentielle : qui me parle, pourquoi maintenant, et dans quel intérêt ?

La source officielle a l’avantage de l’identification. Elle engage une institution, un parti, une administration, une entreprise, un syndicat ou une personnalité publique. Mais officielle ne veut pas dire neutre. Un communiqué peut être exact tout en étant incomplet. Une déclaration peut dire vrai tout en évitant l’essentiel. Une statistique peut être réelle mais choisie pour produire un effet favorable. Le journaliste ne doit donc pas confondre parole officielle et vérité totale.

À l’inverse, la source anonyme peut parfois révéler ce que personne n’ose dire publiquement. Elle peut protéger un lanceur d’alerte, un fonctionnaire inquiet, un cadre politique, un salarié exposé ou un témoin direct. Mais l’anonymat est aussi un terrain dangereux. Il peut cacher une vengeance, une manipulation, une intoxication ou une stratégie de déstabilisation. L’anonymat ne doit jamais devenir un passe-droit éditorial.

La règle devrait être simple : plus une accusation est grave, plus le niveau de preuve doit être élevé. Une confidence ne suffit pas. Un

document isolé ne suffit pas toujours. Un message WhatsApp transféré dix fois ne vaut presque rien sans vérification. Le journaliste doit recouper, demander une réaction, contrôler l'authenticité, chercher la source première, comprendre le contexte et mesurer les conséquences de la publication.

En période électorale, cette prudence devient vitale. Une "fuite" contre un candidat peut être une information d'intérêt public. Elle peut aussi être une arme fabriquée pour l'abîmer. Un chiffre transmis par un parti peut révéler une réalité. Il peut aussi être construit pour impressionner. Une source proche d'un dossier peut aider à comprendre. Elle peut aussi tenter d'utiliser le média comme canal de pression.

Le journaliste n'a pas vocation à être méfiant par principe. Mais il doit être lucide par méthode. La confiance en journalisme n'est jamais automatique ; elle se construit par la vérification. Une source qui a eu raison hier peut se tromper aujourd'hui. Une institution crédible peut communiquer partiellement. Un opposant sincère peut exagérer. Un allié peut enjoliver. La loyauté du journaliste ne va ni à la source, ni au pouvoir, ni au camp politique : elle va au public.

Cela suppose aussi une transparence minimale avec le lecteur. Lorsque l'information repose sur une source anonyme, il faut expliquer pourquoi son identité n'est pas révélée et quel est son degré de proximité avec les faits, sans la mettre en danger. Dire "selon une source proche du dossier" ne suffit plus. Le lecteur mérite de comprendre si la source a vu le document, assisté à la réunion, reçu une copie, entendu un témoignage ou simplement relayé une rumeur.

La source officielle, elle aussi, doit être interrogée. Un ministère, une commune, une entreprise publique, un parti ou une association peuvent fournir des éléments utiles, mais le journaliste doit poser les

questions qui dérangent : que manque-t-il dans ce communiqué ? Quelles données ne sont pas publiées ? Qui est concerné ? Qui est absent du récit ? Quels chiffres permettent de vérifier cette affirmation ?

Le journalisme de veille consiste justement à ne pas se laisser enfermer dans une seule version. Il faut croiser les regards : institutionnel, citoyen, expert, terrain, document, archive. Une information solide ressemble rarement à une voix unique. Elle est souvent le résultat d'un faisceau d'éléments qui se confirment.

À l'heure des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle, cette discipline devient encore plus importante. Des faux documents peuvent paraître crédibles. Des voix peuvent être imitées. Des captures d'écran peuvent être fabriquées. Des conversations peuvent être sorties de leur contexte. Le journaliste doit intégrer cette nouvelle fragilité du réel numérique.

La question n'est donc pas de choisir entre sources anonymes et sources officielles. Les deux peuvent être utiles. Les deux peuvent être trompeuses. La vraie question est celle de la méthode : recouper, contextualiser, qualifier, vérifier, demander réponse, et publier avec prudence.

À quatre mois des élections, beaucoup voudront parler aux journalistes. Certains pour informer. D'autres pour influencer. Le journaliste veilleur devra écouter tout le monde, mais ne croire personne trop vite.

C'est peut-être cela, aujourd'hui, la maturité du métier : garder les portes ouvertes, mais les yeux grands ouverts aussi.

**Oui, mais...**

Oui, mais sans sources anonymes, une grande partie du journalisme d'investigation serait impossible. Beaucoup de vérités ne sortent jamais par communiqué officiel. Trop de prudence peut protéger les puissants. Le danger n'est donc pas l'anonymat en lui-même, mais son usage paresseux. Une source protégée peut être légitime, à condition que ses informations soient recoupées, contextualisées et mises face au droit de réponse.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais qu'une source n'est jamais pure.

Même lorsqu'elle dit vrai, elle parle pour une raison. Elle choisit son moment, son angle, son intérêt. Une source officielle veut cadrer le récit. Une source anonyme veut souvent le fissurer. Et moi, au milieu, je suis censé faire le tri.

Mais en campagne électorale, les sources ne parlent plus : elles opèrent.

Elles envoient un document à minuit. Une note interne. Une capture. Une confidence. Toujours avec la même phrase : "À vérifier, mais c'est lourd." Et moi, je sais ce que cela veut dire. Cela veut dire : "Faites-en quelque chose avant les autres."

L'avocat du diable me rappelle que sans sources anonymes, beaucoup de vérités resteraient enterrées. Il a raison. Le pouvoir ne se dénonce presque jamais lui-même. Les abus sortent souvent par des fissures, pas par des communiqués.

Mais mon engagement politique complique tout. Quand la fuite vient de mon camp, je la trouve courageuse. Quand elle vient d'en face, je

la soupçonne d'être une manipulation. Même méthode, deux jugements.

C'est là que je deviens dangereux pour moi-même.

Je protège la source quand elle sert mon récit. Je la dissèque quand elle dérange. Je réclame des preuves aux autres, mais je me contente parfois d'indices lorsqu'ils confirment ce que je crois déjà.

Et pourtant, je sais que le métier exige l'inverse : même distance, même prudence, même droit de réponse.

Mais dans la guerre médiatique, la source n'est plus seulement une source. Elle devient une munition.

Et parfois, je ne sais plus si je suis journaliste... ou armurier.

## Chapitre 5

### Le journaliste et l'IA : nouvel outil, nouveaux pièges

À quatre mois des élections législatives marocaines, une nouvelle variable s'est imposée dans le paysage médiatique : l'intelligence artificielle. Longtemps perçue comme un simple outil technologique, elle devient désormais un acteur indirect du débat public. Images générées, vidéos truquées, voix clonées, textes automatisés, faux documents crédibles : la frontière entre le réel et le fabriqué devient plus floue. Dans ce nouveau paysage, le journaliste marocain ne peut ni ignorer l'IA, ni lui abandonner son jugement.

L'intelligence artificielle offre pourtant des possibilités considérables au journalisme. Elle peut aider à traiter des masses de données, accélérer des recherches documentaires, traduire rapidement des contenus, détecter des incohérences, produire des synthèses ou faciliter certains formats numériques. Pour des rédactions sous pression économique, ces outils représentent un gain de temps réel. Mais un outil utile peut aussi devenir un piège lorsqu'il remplace la vigilance humaine.

Le premier danger est celui de la crédibilité apparente. Une image générée par IA peut sembler plus vraie qu'une photo réelle. Une fausse déclaration audio peut reproduire presque parfaitement la voix d'une personnalité publique. Une vidéo montée intelligemment peut donner l'impression qu'un responsable politique a dit ou fait quelque chose qu'il n'a jamais dit ni fait. Dans une période électorale, ces manipulations peuvent influencer une opinion avant même qu'un démenti ait le temps d'émerger.

Le journaliste veilleur doit donc apprendre une nouvelle discipline : le doute numérique. Une image spectaculaire doit être vérifiée. Une vidéo virale doit être analysée. Une citation parfaite doit être retracée

jusqu'à sa source originale. Le réflexe "je l'ai vu donc c'est vrai" n'est plus tenable dans l'écosystème actuel.

Mais le danger ne vient pas uniquement des faux contenus. Il vient aussi de la facilité intellectuelle que l'IA peut installer dans les rédactions. Produire plus vite, résumer plus vite, écrire plus vite : cette accélération peut appauvrir la réflexion journalistique. Un texte généré automatiquement peut sembler propre, fluide, cohérent... tout en étant vide, approximatif ou trompeur. L'IA sait produire du vraisemblable. Or le vraisemblable n'est pas toujours le vrai.

Le journaliste marocain doit donc comprendre une chose essentielle : l'IA ne remplace pas la responsabilité éditoriale. Peu importe qu'une erreur provienne d'un humain ou d'un logiciel, c'est le média qui engage sa crédibilité. Utiliser une intelligence artificielle ne dispense ni de vérifier les faits, ni de contrôler les chiffres, ni de relire les formulations, ni de contextualiser les informations.

Dans les mois qui viennent, les campagnes politiques marocaines utiliseront probablement davantage ces technologies. Des images de foule pourront être artificiellement amplifiées. Des montages émotionnels circuleront sur TikTok et Facebook. Des comptes anonymes publieront des contenus semi-automatisés capables de saturer le débat public. Le risque n'est pas seulement la manipulation spectaculaire. Le risque est aussi l'usure du réel : lorsque tout devient potentiellement faux, une partie du public finit par ne plus croire en rien.

C'est précisément là que le rôle du journaliste redevient central. Le journaliste veilleur ne doit pas seulement produire des informations ; il doit restaurer des repères. Expliquer comment un contenu a été vérifié. Dire lorsqu'une image est authentifiée. Signaler lorsqu'un

doute subsiste. Montrer les mécanismes de manipulation. Éduquer le public aux nouvelles formes de désinformation.

Cette responsabilité est particulièrement importante dans un pays comme le Maroc, où les réseaux sociaux jouent un rôle croissant dans la formation des opinions politiques, notamment chez les jeunes électeurs. Une génération entière consomme désormais l'actualité par vidéos courtes, extraits viraux et contenus partagés. Dans cet univers rapide et émotionnel, le faux circule souvent mieux que le nuancé.

Pour autant, refuser l'IA totalement serait une erreur. Le problème n'est pas l'outil ; c'est l'usage. Comme la caméra, le montage ou Internet en leur temps, l'intelligence artificielle peut enrichir le travail journalistique si elle reste encadrée par des règles claires : transparence, vérification humaine, traçabilité des sources, contrôle éditorial et responsabilité assumée.

Le journaliste marocain entre donc dans une nouvelle époque professionnelle. Il devra apprendre à travailler avec des machines capables d'écrire, de parler, de simuler et parfois de tromper. Mais ce qui fera encore la différence ne sera pas la puissance technologique. Ce sera la qualité du discernement humain.

Car un algorithme peut produire du texte. Il ne possède ni conscience, ni responsabilité civique, ni intuition morale. Il ne connaît ni le terrain, ni la complexité sociale, ni la mémoire politique d'un pays. Il ne répond pas devant le public lorsqu'une erreur détruit une réputation ou alimente une tension.

À quatre mois des législatives, le journaliste veilleur devra donc garder une règle simple : utiliser l'IA comme un assistant, jamais comme une conscience de substitution.

Dans le tumulte numérique qui vient, la véritable valeur du journalisme ne sera peut-être plus seulement d'informer vite. Elle sera de garantir que derrière chaque publication importante, il existe encore un regard humain capable de dire : ceci a été vérifié, assumé et compris.

### **Oui, mais...**

Oui, mais l'IA n'est pas seulement une menace. Elle peut aider les petites rédactions à travailler mieux, plus vite et avec moins de moyens. Elle peut assister la veille, la transcription, la traduction, l'analyse documentaire. Le vrai risque n'est pas l'outil, mais l'abandon du contrôle humain. Refuser l'IA par principe serait aussi absurde que l'utiliser sans garde-fous.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que l'IA devrait rester un outil.

Un assistant. Un appui. Une machine à transcrire, résumer, classer, traduire, comparer. Rien de plus. La décision éditoriale doit rester humaine. La responsabilité aussi.

Mais en campagne électorale, l'IA ne ressemble plus seulement à un outil de rédaction. Elle devient une arme de cadence.

Dans ma rédaction, elle aide à produire plus vite. Un résumé en trente secondes. Dix titres en une minute. Une contre-analyse immédiate. Une image d'illustration. Un script vidéo. Une veille automatique sur les adversaires. Tout va plus vite. Trop vite parfois.

L'avocat du diable me souffle que ce n'est pas un crime. Les petites rédactions n'ont pas les moyens des grandes. L'IA démocratise la

production. Elle permet de tenir le rythme, de couvrir plus, de réagir mieux.

Mais mon engagement politique entend autre chose : avec l'IA, on peut saturer le terrain. Répondre à chaque attaque. Fabriquer des angles. Tester des formules. Produire des contenus taillés pour l'émotion. Et si l'adversaire utilise ces outils sans scrupules, pourquoi devrions-nous rester artisanaux dans une guerre industrielle ?

C'est là que la pente devient glissante.

On ne fabrique pas forcément de faux. On amplifie. On dramatise. On accélère. On habille une intuition politique avec une belle fluidité algorithmique. Le texte paraît propre, rationnel, presque neutre. Mais au fond, il transporte déjà une intention.

Je sais que l'IA peut produire du vraisemblable sans vérité.

Et parfois, le plus inquiétant n'est pas qu'elle mente à ma place. C'est qu'elle m'aide à mieux justifier ce que j'avais déjà envie de croire.

## **Chapitre 6**

### **Rectifier publiquement : faiblesse ou preuve d'honnêteté ?**

Dans le journalisme, l'erreur est toujours possible. Elle peut venir d'une source mal comprise, d'un chiffre repris trop vite, d'une date confondue, d'une citation incomplète, d'une image mal contextualisée ou d'une urgence éditoriale mal maîtrisée. Le vrai problème n'est donc pas seulement l'erreur. Le vrai problème commence lorsque le média refuse de la reconnaître.

À quatre mois des élections législatives marocaines, cette question devient capitale. Une campagne électorale est un moment de tension, d'accélération et de suspicion. Les acteurs politiques surveillent chaque mot. Les citoyens cherchent des repères. Les réseaux sociaux amplifient les imprécisions. Dans ce climat, une erreur journalistique peut être utilisée comme munition par un camp contre un autre, ou comme preuve supposée que "les médias mentent". D'où l'importance d'une règle simple : lorsqu'un média se trompe, il doit rectifier clairement, rapidement et publiquement.

Rectifier n'est pas s'humilier. C'est respecter le lecteur.

Pendant longtemps, certaines rédactions ont traité la correction comme une gêne à cacher. On modifiait discrètement une phrase, on supprimait un passage, on changeait un titre sans explication, comme si le public n'avait rien vu. Cette méthode n'est plus tenable. À l'ère des captures d'écran, des archives numériques et de la circulation instantanée, toute correction silencieuse peut être interprétée comme une dissimulation. La transparence est devenue une condition de crédibilité.

Le journaliste veilleur doit donc assumer une culture de la rectification. Cela signifie expliquer ce qui a été corrigé, pourquoi

cela a été corrigé et, lorsque c'est nécessaire, présenter des excuses. Cette démarche n'affaiblit pas le média. Elle montre au contraire qu'il prend son rôle au sérieux. Un média qui rectifie prouve qu'il ne confond pas orgueil rédactionnel et responsabilité publique.

En période électorale, cette exigence devient encore plus forte. Si un article attribue à tort une déclaration à un candidat, s'il annonce une alliance inexistante, s'il reprend un chiffre erroné sur un programme, s'il diffuse une image ancienne comme récente, la correction doit être visible. Car l'information initiale a pu influencer la perception du public. Le correctif doit donc avoir une chance raisonnable d'atteindre ceux qui ont reçu l'erreur.

Il ne suffit pas de corriger dans l'ombre. Il faut corriger à la hauteur de l'impact.

Cela vaut aussi pour les réseaux sociaux. Une publication Facebook ou X supprimée sans explication laisse derrière elle un vide suspect. Une vidéo YouTube contenant une erreur doit être signalée. Une story Instagram trompeuse doit être rectifiée. Le journalisme ne se limite plus à l'article publié sur un site. Chaque support engage la marque éditoriale. Chaque erreur doit être traitée comme une responsabilité, pas comme un simple incident technique.

La rectification suppose aussi de distinguer l'erreur de bonne foi de la manipulation. Une rédaction peut se tromper malgré des procédures sérieuses. Mais elle peut aussi relayer trop facilement une intox parce qu'elle correspond à son biais, à sa ligne ou à son envie de faire du clic. Dans ce cas, la correction doit s'accompagner d'une réflexion interne : pourquoi avons-nous publié trop vite ? Quelle vérification a manqué ? Quelle pression a pesé ? Quelle règle faut-il renforcer ?

Le public n'attend pas des journalistes qu'ils soient infaillibles. Il attend qu'ils soient honnêtes. Il peut pardonner une erreur reconnue. Il pardonne beaucoup moins le mépris, l'esquive ou la mauvaise foi.

Il existe aussi une dimension pédagogique. En expliquant ses corrections, un média apprend au public comment se fabrique l'information. Il montre qu'un article n'est pas une opinion jetée au hasard, mais un travail perfectible, soumis à des faits, des sources, des preuves et des règles. Cette transparence peut contribuer à restaurer la confiance, à un moment où beaucoup de citoyens soupçonnent les médias de servir des intérêts cachés.

Bien sûr, rectifier ne doit pas devenir une stratégie de légèreté. On ne peut pas publier n'importe quoi en se disant qu'il sera toujours possible de corriger plus tard. La rectification n'efface pas totalement le dommage. Une accusation fautive peut rester dans les mémoires. Une image trompeuse peut continuer à circuler. Une erreur sur une personne peut blesser durablement. D'où la nécessité de vérifier avant publication.

Mais lorsque l'erreur survient, le silence est pire.

Le journaliste marocain veilleur doit défendre une idée simple : la crédibilité ne vient pas de la prétention à ne jamais se tromper. Elle vient de la capacité à corriger loyalement. Dans une démocratie, l'information fiable n'est pas celle qui se croit parfaite. C'est celle qui accepte d'être contrôlée, discutée, amendée et améliorée.

À l'approche des législatives, cette culture de la correction sera un test de maturité pour les médias marocains. Face aux rumeurs, aux attaques, aux manipulations et aux pressions, il faudra publier avec prudence. Mais il faudra aussi corriger avec courage.

Car rectifier publiquement n'est pas une faiblesse. C'est peut-être l'une des dernières preuves visibles de l'honnêteté journalistique.

### **Oui, mais...**

Oui, mais rectifier publiquement peut aussi être instrumentalisé. Dans un climat électoral tendu, la moindre correction devient une preuve brandie contre le média : "vous voyez, ils mentent". Pourtant, ne pas corriger serait pire. La solution consiste à installer une culture claire de la rectification : visible, sobre, assumée, sans dramatisation inutile.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais qu'il faut corriger.

Quand une information est fausse, incomplète ou mal formulée, le devoir est clair : rectifier vite, clairement, publiquement. C'est la base de la confiance.

Mais en campagne électorale, une correction n'est jamais seulement une correction. Elle devient une brèche.

Je connais déjà la scène. L'adversaire capture l'ancien titre, puis le nouveau. Il écrit : "Regardez, ils ont menti." Ses relais amplifient. Ses pages militantes transforment une erreur corrigée en procès politique. Et nous voilà condamnés non pas pour avoir rectifié, mais pour avoir eu l'honnêteté de le faire.

L'avocat du diable me dit : "Rectifier est indispensable, mais il faut mesurer l'exposition. Une correction trop visible peut faire plus de dégâts que l'erreur elle-même." Je n'aime pas cette phrase. Mais je comprends pourquoi elle surgit.

Mon engagement politique, lui, parle plus durement : “Ne leur donne pas une arme contre nous.”

Alors je négocie.

Je corrige discrètement une formule. Je modifie un titre. J'ajoute une précision sans l'annoncer trop fort. Je me dis que l'essentiel est rétabli. Que le lecteur sérieux comprendra. Que l'adversaire ne mérite pas qu'on lui offre notre faiblesse.

Mais au fond, je sais que cette discrétion ressemble parfois à une fuite.

Le journaliste en moi voudrait dire : nous nous sommes trompés.

Le militant en moi répond : pas maintenant, pas en pleine bataille, pas face à ceux qui mentent sans jamais corriger.

Et c'est ainsi qu'une petite erreur devient un grand test moral.

## **Chapitre 7**

### **Le piège du buzz : quand l'audience menace l'information**

À quatre mois des législatives marocaines, une tentation va grandir dans les rédactions, sur les plateformes et chez les producteurs de contenus : capter l'attention à tout prix. Un titre plus dur, une image plus spectaculaire, une phrase plus accusatrice, une vidéo plus courte, une émotion plus forte. Dans un espace numérique saturé, le buzz devient une monnaie. Mais lorsqu'il prend le dessus sur l'information, il menace directement la qualité du débat public.

Le journalisme a toujours cherché à être lu, vu, entendu. L'audience n'est pas un mal en soi. Un média sans public perd sa raison d'être. Mais la question est ailleurs : que fait-on pour attirer ce public ? Informe-t-on mieux, ou excite-t-on davantage ? Cherche-t-on à éclairer une situation, ou à provoquer une réaction immédiate ? La frontière est parfois mince, mais elle est décisive.

En période électorale, cette frontière devient dangereuse. Un titre sensationnaliste peut transformer une nuance en accusation. Une miniature agressive peut imposer une lecture avant même que l'article soit ouvert. Un extrait de vidéo peut faire croire à une position politique qui n'existe pas. Une polémique marginale peut être gonflée jusqu'à paraître centrale. Le buzz ne ment pas toujours frontalement ; souvent, il déforme par exagération.

Le journaliste veilleur doit donc résister à la tyrannie du clic. Son rôle n'est pas de produire de l'indignation en continu, mais de hiérarchiser. Tout ce qui circule n'est pas important. Tout ce qui choque n'est pas significatif. Tout ce qui fait réagir n'est pas nécessairement d'intérêt public. Une rédaction sérieuse doit savoir dire non à certains emballements, même lorsqu'ils promettent de bons chiffres d'audience.

Le piège du buzz repose sur une mécanique simple : plus un contenu provoque, plus il circule ; plus il circule, plus il semble important ; plus il semble important, plus les médias se sentent obligés d'en parler. À la fin, une rumeur, une phrase maladroite ou une vidéo ambiguë peut occuper l'espace public au détriment des vrais sujets : emploi, pouvoir d'achat, école, santé, fiscalité, gouvernance locale, qualité des services publics.

C'est là que le danger démocratique apparaît. Si l'élection devient une succession de polémiques virales, le citoyen risque de voter dans le bruit plutôt que dans la compréhension. Les programmes passent au second plan. Les bilans sont remplacés par les attaques. Les enjeux profonds disparaissent derrière des séquences courtes, souvent conçues pour diviser.

Le journaliste marocain doit éviter de devenir le sous-traitant éditorial des algorithmes. Les plateformes privilégient l'émotion forte : colère, peur, moquerie, humiliation. Le journalisme, lui, doit privilégier le sens. Cette différence est essentielle. Un algorithme cherche l'engagement. Un média doit chercher la compréhension. Lorsque les deux logiques se confondent, l'information devient un produit nerveux, calibré pour déclencher plutôt que pour expliquer.

Cela ne signifie pas qu'il faille écrire des articles fades ou technocratiques. Un bon titre peut être fort sans être trompeur. Une accroche peut être dynamique sans être injuste. Une vidéo peut être courte sans être simpliste. Le problème n'est pas la forme moderne ; c'est la trahison du fond. Le journalisme peut être vivant, accessible, incisif. Mais il doit rester loyal.

Cette loyauté commence par les titres. Un titre doit donner envie de lire, mais il ne doit pas promettre ce que l'article ne démontre pas. Il

ne doit pas transformer une hypothèse en certitude, une critique en scandale, une tension en crise nationale. Le titre est souvent la seule chose que beaucoup de lecteurs verront. Il a donc une responsabilité propre.

Elle concerne aussi les images. Une photo dramatique, un visage isolé, une foule serrée, une couleur anxiogène peuvent orienter l'interprétation. Le visuel n'est jamais neutre. À l'approche des élections, les médias devront redoubler de prudence dans le choix des illustrations, notamment lorsqu'elles concernent des candidats, des partis ou des incidents de campagne.

Le buzz pose enfin une question économique. Beaucoup de rédactions vivent sous pression : publicité, réseaux sociaux, concurrence, baisse de l'attention. Mais céder totalement à cette pression revient à vendre ce qui fait la valeur du média : sa crédibilité. L'audience obtenue par l'exagération est fragile. Elle peut monter vite, mais elle détruit lentement la confiance.

Le journaliste veilleur doit donc défendre une autre idée de la performance : non pas seulement être vu, mais être utile. Non pas seulement faire réagir, mais faire comprendre. Non pas seulement occuper le fil d'actualité, mais aider le public à distinguer l'essentiel de l'accessoire.

À quatre mois des législatives, cette discipline sera cruciale. Les campagnes modernes savent exploiter les failles de l'attention. Elles produisent des séquences, des clashes, des petites phrases, des images prêtes à circuler. Le rôle du journaliste n'est pas de tomber dans chaque piège tendu. Il est de demander : est-ce vrai ? est-ce important ? est-ce proportionné ? est-ce utile au citoyen ?

Car le buzz peut donner l'illusion d'un média puissant. Mais la véritable puissance journalistique se mesure autrement : dans la capacité à rester fiable quand tout pousse à l'emballement.

L'audience compte. Mais lorsqu'elle devient le maître absolu, l'information devient son otage.

### **Oui, mais...**

Oui, mais sans audience, aucun média ne survit. Le buzz n'est pas toujours méprisable : il peut aussi permettre de rendre visibles des sujets ignorés. Un bon titre, une image forte, une accroche vive peuvent attirer vers une information sérieuse. Le problème n'est donc pas d'être attractif, mais de trahir le fond pour obtenir du clic.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais ce que je devrais dire : l'audience ne doit jamais commander l'information.

Le clic ne doit pas remplacer le jugement. Le buzz ne doit pas dicter la hiérarchie éditoriale. C'est la morale du métier, et je l'approuve.

Mais je travaille dans une rédaction où les chiffres tombent chaque heure. Vues, partages, commentaires, taux de rétention. Un article profond qui fait peu d'audience devient vite un "bon papier mal distribué". Une polémique qui explose devient une "réussite éditoriale".

L'avocat du diable me souffle que le buzz n'est pas toujours vulgaire. Il peut rendre visible un vrai sujet. Il peut porter une alerte. Il peut réveiller un public distrait.

Mon engagement politique, lui, va plus loin : “Si une séquence peut affaiblir l’adversaire, pourquoi la laisser passer ?”

Alors je choisis parfois le titre qui pique. L’image qui durcit. La formule qui polarise. Je me dis que le fond reste sérieux, que l’exagération n’est qu’une porte d’entrée, que les gens liront ensuite la nuance.

Mais je sais bien que beaucoup ne liront pas.

Ils garderont le choc, pas l’analyse. L’accusation, pas le contexte.

Et dans ce moment précis, je ne sais plus si j’ai attiré le lecteur vers l’information... ou si j’ai simplement nourri la machine qui transforme la politique en spectacle.

## **Chapitre 8**

### **Indépendance éditoriale : résister aux pouvoirs, aux sponsors et aux clans**

À l'approche des élections législatives marocaines de 2026, une question revient avec insistance dans l'esprit du public : les médias peuvent-ils encore être réellement indépendants ? Derrière cette interrogation se cache une inquiétude plus profonde. Qui influence l'information ? Le politique ? L'argent ? Les réseaux d'intérêts ? Les annonceurs ? Les amitiés ? Les appartenances idéologiques ? Ou parfois simplement la peur de perdre un accès, un marché ou une proximité ?

Le journaliste veilleur doit affronter cette question sans hypocrisie. L'indépendance éditoriale absolue n'existe probablement pas. Chaque média possède une culture, une sensibilité, des contraintes économiques, des angles privilégiés. Mais il existe une différence fondamentale entre avoir une ligne éditoriale et devenir l'instrument d'un pouvoir ou d'un clan.

Le danger, aujourd'hui, n'est pas seulement la censure directe. Il est souvent plus subtil. Il peut prendre la forme d'une pression économique, d'une publicité conditionnée, d'un accès privilégié accordé aux médias "dociles", d'une invitation permanente à certains plateaux, d'un silence attendu sur certains sujets sensibles, ou encore d'une proximité excessive entre journalistes, communicants, élus et acteurs d'influence.

À quelques mois des législatives, ces tensions vont naturellement s'intensifier. Les partis chercheront à séduire, convaincre, influencer ou parfois intimider. Les communicants multiplieront les "éléments de langage", les exclusivités orientées, les "off" calculés. Les sponsors voudront éviter les contenus qui dérangent leurs intérêts. Certains

groupes tenteront de faire pression sur les rédactions via les réseaux sociaux, les campagnes de dénigrement ou les accusations de partialité.

Le journaliste marocain doit alors se rappeler une règle essentielle : sa loyauté première ne va ni au pouvoir, ni à l'opposition, ni à l'annonceur, ni à sa communauté numérique. Elle va au public.

Cette indépendance commence par une discipline intérieure. Le journaliste doit apprendre à se méfier de ses propres préférences. Aimer ou détester un acteur politique ne doit jamais remplacer le travail de vérification. Une rédaction peut avoir des convictions, mais elle ne peut pas transformer l'information en simple prolongement émotionnel de ces convictions.

L'indépendance exige aussi une distance professionnelle. Lorsqu'un journaliste devient trop proche d'un ministre, d'un élu, d'un dirigeant économique ou d'un influenceur, le risque apparaît : celui de ne plus vouloir déranger la relation. Peu à peu, certaines questions ne sont plus posées. Certains sujets deviennent "compliqués". Certaines révélations sont retardées. Le journalisme perd alors sa liberté critique non par ordre direct, mais par dépendance psychologique ou relationnelle.

Le rapport aux sponsors est tout aussi sensible. Aucun média moderne ne vit totalement hors des réalités économiques. Mais un annonceur ne peut devenir rédacteur invisible. Si la publicité commence à décider des sujets qu'on traite ou de ceux qu'on évite, la frontière entre information et communication disparaît.

Cette confusion est particulièrement dangereuse dans un contexte électoral. Un média peut être tenté d'accorder une visibilité disproportionnée à certains acteurs parce qu'ils disposent de moyens

financiers, de relais puissants ou de capacités publicitaires importantes. Or le rôle du journaliste veilleur n'est pas de reproduire les hiérarchies de pouvoir existantes. Il est aussi de regarder les angles morts : les territoires oubliés, les petites formations, les sujets invisibles, les citoyens éloignés des centres d'influence.

L'indépendance éditoriale ne signifie pas être contre tout le monde. Elle signifie garder la capacité de critiquer ses proches comme ses adversaires, de reconnaître un fait même lorsqu'il dérange sa sensibilité, et de poser des questions utiles même lorsqu'elles créent de l'inconfort.

Le public marocain devient d'ailleurs de plus en plus attentif à ces questions. Beaucoup de citoyens sentent lorsqu'un média semble protéger systématiquement certains intérêts ou attaquer toujours les mêmes cibles. Cette perception, qu'elle soit juste ou exagérée, fragilise la confiance générale envers la presse. Et lorsqu'une société cesse de croire à l'existence possible d'une information honnête, le terrain devient favorable aux rumeurs, aux théories complotistes et aux manipulateurs.

Le journaliste veilleur doit donc défendre une indépendance visible, concrète et cohérente. Cela passe par des règles simples : distinguer clairement publicité et contenu éditorial, signaler les conflits d'intérêts, diversifier les sources, donner la parole contradictoire, refuser les cadeaux compromettants, assumer les critiques argumentées, et surtout préserver le droit de poser des questions qui dérangent.

À quatre mois des législatives, cette exigence sera mise à l'épreuve chaque jour. Certains médias choisiront peut-être le confort de l'alignement. D'autres céderont à la logique des camps. Mais le

journalisme qui restera utile sera celui qui acceptera la difficulté de l'équilibre : ne devenir ni propagande, ni machine à destruction.

Car dans une démocratie moderne, l'indépendance éditoriale n'est pas seulement une valeur professionnelle. C'est une condition de santé du débat public.

Le journaliste veilleur n'a pas besoin d'être neutre au sens froid du terme. Il doit être libre. Libre de vérifier. Libre de questionner. Libre de contredire. Libre de publier. Libre aussi de reconnaître lorsqu'un fait déplaît à son propre camp.

C'est cette liberté exigeante qui donne encore au journalisme sa valeur civique.

### **Oui, mais...**

Oui, mais l'indépendance totale est difficile à revendiquer dans un paysage médiatique économiquement fragile. Les médias ont besoin d'annonceurs, de partenariats, d'accès aux sources, parfois de compromis de survie. La vraie indépendance n'est donc pas l'absence de contraintes, mais la capacité à les rendre visibles, à les contenir et à ne jamais vendre la ligne éditoriale.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que l'indépendance est le grand mot du métier. On le prononce avec gravité, presque avec fierté. Être indépendant, c'est ne pas appartenir. Ne pas obéir. Ne pas servir. C'est la promesse que l'on fait au lecteur : je regarde les faits avant de regarder les camps.

Mais dans une rédaction engagée, cette promesse devient inconfortable.

Nous avons une ligne. Une histoire. Des affinités. Des adversaires. Des soutiens. Des annonceurs. Des amis politiques qui appellent sans donner d'ordre, mais dont chaque appel pèse. Personne ne dit frontalement : "Ne publiez pas." On dit plutôt : "Est-ce le bon moment ?" "Est-ce vraiment prioritaire ?" "Ne donnons pas des armes à l'adversaire."

L'avocat du diable me rappelle que l'indépendance totale est peut-être un mythe. Aucun média ne flotte dans le vide. Il y a toujours une économie, une culture, une sensibilité, des contraintes.

Mon engagement politique, lui, est plus brutal : "L'autre camp a ses médias. Pourquoi devrions-nous être les seuls à jouer aux saints ?"

Et voilà le piège.

Je commence à confondre fidélité à une cause et fidélité à la vérité. Je me dis que protéger mon camp, c'est protéger une vision du pays. Je repousse certains sujets. J'en accélère d'autres. Je garde les questions difficiles pour "plus tard".

Mais plus tard, en politique, arrive rarement.

Alors je comprends que l'indépendance ne se perd pas d'un seul coup. Elle s'effrite dans les silences utiles, les angles évités, les indignations sélectives.

Et le plus dangereux, c'est qu'on peut appeler cela une ligne éditoriale.

## **Chapitre 9**

### **Le secret professionnel : protéger une source sans protéger un mensonge**

Le journalisme repose sur une contradiction permanente : révéler ce que certains voudraient cacher tout en protégeant ceux qui prennent le risque de parler. Sans cette protection, beaucoup d'informations d'intérêt public ne sortiraient jamais. Des scandales resteraient enfouis, des abus demeureraient invisibles, des dysfonctionnements ne seraient jamais documentés. Le secret professionnel n'est donc pas un privilège corporatiste. C'est une condition de possibilité du journalisme d'enquête.

Mais à quatre mois des élections législatives marocaines, cette protection devient aussi un terrain délicat. Les confidences vont se multiplier. Les "documents internes" vont circuler. Les fuites organisées vont se présenter comme des actes de transparence. Dans ce climat, le journaliste veilleur doit distinguer deux choses : protéger une source légitime et devenir l'outil d'une manipulation.

Le secret professionnel ne signifie pas croire automatiquement celui qui parle anonymement. Une source peut être sincère ou intéressée, courageuse ou manipulatrice, honnête ou stratège. Le rôle du journaliste n'est pas de servir de porte-voix aveugle. Il est de vérifier ce que la source affirme, de comprendre ses motivations et de mesurer les conséquences de la publication.

Cette exigence est fondamentale en période électorale. Une fuite peut révéler un vrai problème de gouvernance. Elle peut aussi être organisée pour déstabiliser un adversaire quelques semaines avant un scrutin. Un document partiel peut être transmis pour fabriquer une polémique. Une conversation sortie de son contexte peut être utilisée

pour orienter l'opinion. Le journaliste ne doit donc jamais confondre exclusivité et vérité.

Le secret professionnel protège l'identité de la source, pas le contenu lui-même. Ce contenu doit être soumis aux mêmes règles de vérification que toute autre information. D'où vient-il ? Est-il authentique ? Est-il complet ? Existe-t-il d'autres témoins ? Les personnes mises en cause ont-elles été contactées ? L'intérêt public justifie-t-il la publication ? Une information grave exige toujours plusieurs niveaux de contrôle.

Le journaliste veilleur doit aussi éviter une dérive fréquente : utiliser l'anonymat comme raccourci éditorial. Trop souvent, des formules vagues comme "selon une source bien informée" ou "d'après des proches du dossier" servent à donner une apparence de crédibilité sans véritable substance vérifiable. À force d'abuser de ces formulations, certains médias fragilisent leur propre parole.

La protection des sources exige au contraire de la rigueur. Si un journaliste promet l'anonymat, il doit être capable de le garantir sérieusement. Cela implique des précautions techniques, une gestion prudente des échanges, une discrétion professionnelle et parfois un courage réel face aux pressions. Car protéger une source peut exposer le journaliste lui-même à des tensions, des critiques ou des tentatives d'intimidation.

Mais cette protection a des limites morales. Le secret professionnel ne doit pas servir à blanchir la désinformation. Si une source fournit volontairement de faux documents ou manipule sciemment le média, le journaliste doit réagir. La confiance professionnelle n'est pas un pacte aveugle. Elle repose sur une responsabilité réciproque.

Cette question devient encore plus complexe avec les outils numériques et l'intelligence artificielle. Un faux document peut être fabriqué avec une grande crédibilité visuelle. Une capture d'écran peut être modifiée. Une voix peut être imitée. Un échange peut être tronqué. Le journaliste marocain doit donc apprendre à sécuriser non seulement ses sources, mais aussi les preuves qu'elles transmettent.

À l'approche des législatives, les rédactions devront également résister à une autre tentation : publier des "révélations" simplement parce qu'elles sont spectaculaires. Le fait qu'une information soit secrète ne signifie pas automatiquement qu'elle mérite publication. Le journalisme ne consiste pas à exposer tout ce qui fuit ; il consiste à hiérarchiser selon l'intérêt public.

La vie privée, les conflits personnels, les insinuations sans portée collective ou les éléments sans lien réel avec la gestion publique doivent être traités avec prudence. Sinon, le journalisme risque de glisser vers le voyeurisme politique.

Le secret professionnel protège donc une mission : permettre à des informations utiles à la société d'émerger sans mettre en danger ceux qui les révèlent. Mais cette mission n'a de sens que si le journaliste garde son autonomie critique. Une source protégée ne devient jamais un propriétaire de la ligne éditoriale.

Dans les mois qui viennent, certains chercheront à instrumentaliser les médias par la fuite, la confiance ou la révélation calculée. Le journaliste veilleur devra écouter, enquêter, vérifier, puis décider avec discernement. Il devra accepter une règle difficile mais essentielle : toutes les informations reçues ne doivent pas forcément être publiées.

Car protéger une source est un devoir professionnel. Mais protéger un mensonge, même involontairement, serait une faute envers le public.

Le vrai courage journalistique ne consiste donc pas seulement à révéler. Il consiste aussi à savoir quand une révélation est solide, utile et juste.

### **Oui, mais...**

Oui, mais protéger une source peut parfois placer le journaliste dans une zone inconfortable. Le public demande de la transparence, mais l'enquête exige parfois le silence sur l'origine de l'information. Ce paradoxe ne disparaîtra pas. Il doit être assumé avec méthode : protéger l'identité, mais jamais dispenser le contenu de vérification.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que protéger une source est un devoir noble. Sans cette protection, beaucoup ne parleraient jamais. Les abus resteraient cachés. Les documents sensibles ne sortiraient pas. Les puissants dormiraient plus tranquilles.

Mais dans une rédaction engagée, le secret professionnel peut aussi devenir une zone grise très confortable.

Une source de notre camp m'appelle. Elle ne veut pas être citée. Elle dit avoir des éléments sérieux contre l'adversaire. Je l'écoute avec attention, presque avec bienveillance. Puis une source adverse me transmet une information contre les nôtres, et soudain je deviens plus exigeant, plus suspicieux, plus juridique.

L'avocat du diable me rappelle que toute source a ses motivations. Ce n'est pas grave en soi. Ce qui compte, c'est de vérifier le contenu.

Mais mon engagement politique complique tout : je veux croire ceux qui servent mon récit. Je veux douter de ceux qui le menacent.

Alors je me protège derrière la formule : “selon une source bien informée”. Elle sonne sérieuse. Elle donne du poids. Elle évite d’exposer l’origine. Mais parfois, elle cache aussi ma propre faiblesse de vérification.

Je sais pourtant que protéger une source ne veut pas dire protéger son intention.

Et le vrai danger est là : quand le secret professionnel cesse d’être un bouclier pour le courage et devient un paravent pour la manipulatio

## **Chapitre 10**

### **Le devoir de contexte : une image vraie peut raconter une histoire fausse**

À quatre mois des législatives marocaines, le journaliste ne doit pas seulement vérifier si une information est vraie. Il doit aussi vérifier si elle est complète, située et correctement interprétée. Car une image peut être authentique et pourtant trompeuse. Une vidéo peut être réelle et pourtant manipulatrice. Une phrase peut avoir été réellement prononcée et pourtant changer totalement de sens lorsqu'elle est isolée de son contexte.

C'est l'un des pièges les plus dangereux de l'époque numérique : le faux ne se présente plus toujours sous la forme d'un mensonge grossier. Il peut naître d'un vrai morceau de réalité, déplacé, découpé, accéléré, légendé ou recyclé.

Une photo de foule ancienne peut être présentée comme une mobilisation actuelle. Une vidéo d'un incident local peut être diffusée comme symptôme national. Un extrait de discours peut transformer une nuance en provocation. Une statistique réelle peut devenir trompeuse si l'on retire la période, la méthode ou la comparaison nécessaire. Dans tous ces cas, le problème n'est pas forcément la matière brute. Le problème est le cadre.

Le journaliste veilleur doit donc rappeler une règle simple : le contexte fait partie de l'information. Sans lui, le fait peut devenir une arme.

En période électorale, cette question est décisive. Les campagnes politiques modernes savent utiliser les fragments. Elles isolent une phrase, grossissent une image, exploitent une émotion, découpent une séquence. L'objectif n'est pas toujours de mentir frontalement. Il est

parfois de pousser le public vers une interprétation précise avant même qu'il ait eu accès à l'ensemble des éléments.

Face à cela, le journaliste doit reconstruire le réel. Quand une vidéo circule, il faut demander : quand a-t-elle été tournée ? Où ? Par qui ? Que s'est-il passé avant et après ? La séquence est-elle complète ? La légende est-elle exacte ? Existe-t-il d'autres angles ? Quand un chiffre est cité, il faut préciser la source, la période, la méthode, la comparaison. Quand une déclaration fait polémique, il faut retrouver le discours entier, l'intention, la question posée et la réponse complète.

Cette rigueur n'est pas une prudence excessive. Elle est une protection contre la manipulation.

Le devoir de contexte vaut aussi pour les sujets sociaux. Une hausse de prix, une tension locale, une colère citoyenne ou une décision administrative ne peuvent pas toujours être expliquées par une seule cause. Le Maroc est traversé par des réalités territoriales diverses : grande ville, monde rural, périphéries, régions en transformation, jeunesse diplômée, classes moyennes sous pression, petites entreprises fragiles. Un journalisme sérieux doit éviter les généralisations paresseuses.

Le contexte permet justement d'éviter deux dérives opposées : dramatiser abusivement ou minimiser injustement. Il aide à comprendre sans excuser, à critiquer sans caricaturer, à alerter sans paniquer.

Dans le traitement politique, cette exigence est encore plus sensible. Un parti peut être critiqué sur son bilan, mais ce bilan doit être replacé dans ses compétences réelles, ses responsabilités institutionnelles, son contexte économique et ses marges de manœuvre. Un élu local peut

être interpellé, mais il faut distinguer ce qui relève de la commune, de la région, du gouvernement ou d'autres administrations. Sans cette précision, le journalisme fabrique de la confusion au lieu de produire de la clarté.

Le devoir de contexte concerne aussi les titres et les visuels. Une image très chargée émotionnellement peut orienter le lecteur avant même qu'il lise l'article. Une miniature agressive peut transformer une analyse prudente en accusation. Un titre trop bref peut supprimer les nuances indispensables. Dans l'économie numérique, le contexte doit donc être intégré dès l'accroche, pas seulement enfoui au milieu du texte.

Le journaliste marocain doit également se méfier des contenus viraux importés. Une vidéo étrangère, une image ancienne ou une polémique venue d'un autre pays peuvent être réutilisées pour nourrir des tensions locales. Sans vérification géographique et temporelle, le média risque de participer à une désinformation par déplacement.

L'intelligence artificielle ajoute une difficulté supplémentaire. Elle permet de fabriquer des images plausibles, mais aussi de recomposer des scènes, d'améliorer artificiellement des visuels ou de créer des montages presque indétectables. Dans ce contexte, le journaliste devra non seulement vérifier l'authenticité, mais aussi expliquer au public les limites de ce qu'il peut affirmer.

À quatre mois des législatives, cette discipline sera essentielle. Les citoyens auront besoin de faits, mais aussi de sens. Une information brute jetée dans le flux ne suffit plus. Le journaliste doit l'accompagner, la situer, la hiérarchiser.

Car le contexte n'affaiblit pas l'information. Il la rend plus juste.

Dans un pays où les débats publics peuvent rapidement devenir émotionnels, le journaliste veilleur doit refuser la paresse du fragment. Il doit préférer la complexité utile à la simplicité trompeuse. Il doit rappeler qu'un fait sans contexte peut devenir une demi-vérité, et qu'une demi-vérité peut parfois faire autant de dégâts qu'un mensonge.

Informé, ce n'est donc pas seulement montrer. C'est expliquer ce que l'on montre.

Et dans les mois électoraux qui viennent, cette exigence pourrait faire toute la différence entre un journalisme qui éclaire le citoyen et un journalisme qui l'abandonne au bruit.

### **Oui, mais...**

Oui, mais trop contextualiser peut aussi noyer le message. Le public n'a pas toujours le temps de lire de longues explications. Le journaliste doit donc trouver l'équilibre : donner assez de contexte pour éviter la manipulation, sans rendre l'information illisible. La pédagogie n'est pas l'accumulation ; c'est l'art de rendre le complexe compréhensible.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que le contexte est essentiel.

Une phrase seule peut trahir une pensée. Une image sans date peut tromper. Une vidéo coupée peut condamner injustement. Le métier exige de replacer les faits dans leur durée, leur lieu, leur complexité.

Mais en campagne électorale, le contexte devient parfois un luxe encombrant.

Une image forte arrive. Elle est vraie. Elle montre l'adversaire dans une situation gênante. Techniquement, nous ne mentons pas. Pourtant, je sais qu'il manque l'avant, l'après, la nuance. Je sais que si j'ajoute tout le contexte, l'effet politique s'affaiblit.

L'avocat du diable me dit : "Le public n'a pas le temps. Trop expliquer, c'est noyer."

Mon engagement politique ajoute : "Pourquoi leur offrir les circonstances atténuantes qu'ils ne nous offriraient jamais ?"

Alors je coupe. Je simplifie. Je choisis l'angle le plus lisible. Je me dis que le fond reste valable, que l'image dit quelque chose de réel, même si elle ne dit pas tout.

Mais une demi-vérité reste une force dangereuse.

Elle ne ment pas assez pour être facilement démentie.

Elle ne dit pas assez pour être vraiment juste.

Et parfois, je comprends que le contexte n'est pas ce qui affaiblit l'information. C'est ce qui empêche le journaliste engagé de transformer le réel en projectile.

## **Chapitre 11**

### **Le journaliste marocain comme veilleur social**

À quatre mois des législatives marocaines, le journaliste ne doit pas limiter son regard aux partis, aux alliances, aux meetings et aux petites phrases. Une élection ne se joue pas seulement dans les états-majors politiques. Elle se joue aussi dans les marchés, les écoles, les hôpitaux, les quartiers périphériques, les zones rurales, les entreprises, les foyers et les conversations ordinaires.

C'est là que commence le rôle du journaliste comme veilleur social.

Veiller, ce n'est pas surveiller la société avec froideur. C'est écouter ses signaux faibles. Une hausse de prix qui fatigue les familles. Un jeune diplômé qui ne trouve pas sa place. Une mère qui renonce à certains soins. Un agriculteur inquiet pour l'eau. Un commerçant étranglé par les charges. Un enseignant débordé. Un médecin épuisé. Un retraité qui compte chaque dirham. Ces réalités ne font pas toujours la une. Pourtant, elles racontent le pays en profondeur.

Le danger d'une campagne électorale est de réduire la société à des slogans. Pouvoir d'achat, emploi, santé, école, gouvernance, jeunesse, investissement, justice sociale : les mots reviennent souvent. Mais le journaliste doit leur redonner chair. Que signifie réellement le pouvoir d'achat dans une famille marocaine moyenne ? Que veut dire "emploi des jeunes" dans une petite ville ? Que devient l'égalité des chances quand l'école publique décroche ? Quelle promesse politique résiste au terrain ?

Le journaliste veilleur doit donc descendre du commentaire vers l'observation. Il doit aller chercher les faits là où ils se vivent. Pas seulement dans les conférences de presse, mais dans les files d'attente, les associations, les communes, les cafés, les marchés, les

administrations, les gares routières, les universités, les zones industrielles.

Son devoir est de relier la parole politique à l'expérience citoyenne.

Dans cette mission, les chiffres sont utiles, mais ils ne suffisent pas. Un taux de chômage, une inflation moyenne, un budget sectoriel ou un indicateur social doivent être expliqués, comparés, incarnés. Le journalisme social ne consiste pas à opposer l'émotion aux données. Il consiste à faire dialoguer les deux : le vécu et la mesure, le témoignage et le document, la plainte et la preuve.

À l'approche des législatives, cette approche devient essentielle. Les candidats promettent. Les partis présenteront leurs programmes. Les gouvernements défendront leurs bilans. Les oppositions dénonceront. Le journaliste ne doit pas seulement rapporter ces discours. Il doit les tester contre le réel. Qui promet quoi ? Avec quel financement ? Dans quel délai ? Avec quelle compétence institutionnelle ? Et surtout : pour quel impact concret dans la vie des citoyens ?

Le veilleur social doit également éviter le misérabilisme. Montrer les difficultés du pays ne signifie pas réduire les Marocains à leurs problèmes. Il faut aussi raconter les initiatives locales, les solidarités discrètes, les réussites modestes, les innovations sociales, les entrepreneurs qui tiennent, les jeunes qui inventent, les femmes qui organisent, les territoires qui avancent. Le journalisme utile n'est ni propagande optimiste, ni pessimisme confortable. Il doit regarder le pays en face.

Il doit aussi faire attention aux angles morts. Certaines catégories sociales parlent moins fort que d'autres. Elles n'ont pas toujours accès aux plateaux, aux tribunes, aux réseaux influents. Les habitants des marges, les travailleurs précaires, les personnes âgées, les petites

mains de l'économie, les jeunes sans réseau, les familles rurales, les citoyens éloignés du numérique : tous font partie du débat démocratique, même lorsqu'ils ne maîtrisent pas les codes médiatiques.

Le journaliste marocain veilleur social doit leur donner une présence, sans les instrumentaliser.

Cette responsabilité est d'autant plus importante que les réseaux sociaux amplifient souvent les colères les plus visibles, mais pas toujours les souffrances les plus profondes. Ce qui devient viral n'est pas forcément ce qui est le plus grave. Ce qui se filme facilement n'est pas toujours ce qui explique le mieux le pays. Le journalisme doit donc compléter le flux numérique par une patience de terrain.

En période électorale, le risque est grand de laisser les communicants décider de l'agenda. Chaque parti veut imposer ses priorités, ses mots, ses chiffres, ses attaques. Le journaliste veilleur doit reprendre la main en partant d'une question simple : qu'est-ce qui compte réellement pour le citoyen marocain aujourd'hui ?

Cette question oblige à traiter les sujets de fond : prix, logement, transport, eau, santé mentale, école, emploi, confiance dans les institutions, justice territoriale, fiscalité, qualité des services publics. Elle oblige aussi à regarder les promesses anciennes : lesquelles ont été tenues ? lesquelles ont été oubliées ? lesquelles ont été recyclées d'une campagne à l'autre ?

Le journaliste comme veilleur social n'est donc pas un simple commentateur de la scène politique. Il devient un passeur entre la société et ceux qui prétendent la représenter.

À quatre mois des législatives, cette mission est précieuse. Car une élection saine ne dépend pas seulement de la compétition entre partis. Elle dépend aussi de la qualité des questions posées publiquement.

Et parfois, la meilleure question journalistique n'est pas : qui va gagner ?

Mais plutôt : qui parle enfin de ce que les citoyens vivent vraiment ?

**Oui, mais...**

Oui, mais le journalisme social peut lui aussi tomber dans le piège de l'émotion. À force de raconter les souffrances individuelles, on peut produire de la compassion sans analyse. Le devoir du journaliste est donc de relier les histoires aux structures : budget, politiques publiques, responsabilités, territoires, chiffres, décisions. Le témoignage touche ; l'enquête éclaire.

**La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que le journaliste doit écouter la société réelle. Pas seulement les partis, les communiqués, les plateaux et les petites phrases. Il doit aller vers les marchés, les hôpitaux, les écoles, les quartiers, les campagnes, les jeunes sans emploi, les familles sous pression. C'est là que se mesure la vérité d'un pays.

Mais en campagne électorale, même la souffrance sociale devient un territoire stratégique.

Une colère locale peut devenir un angle. Une mère épuisée, un symbole. Un jeune diplômé sans avenir, une séquence. Un commerçant étranglé, une preuve contre l'adversaire. Je sais que ces

vies méritent d'être racontées. Mais je sais aussi que nous choisissons parfois celles qui servent le mieux notre récit.

L'avocat du diable me rappelle que le journalisme social a besoin d'incarnation. Sans visages, sans histoires, les chiffres restent froids. Il a raison.

Mais mon engagement politique me pousse à sélectionner l'émotion utile.

Je me dis que c'est pour la bonne cause. Que ces souffrances sont réelles. Que les montrer peut réveiller le débat. Pourtant, une gêne demeure : est-ce que je donne une voix à ces citoyens, ou est-ce que je les utilise comme décor moral de ma bataille politique ?

Le veilleur social devrait éclairer les invisibles.

Le journaliste engagé, lui, risque parfois de ne voir en eux qu'une preuve vivante contre son adversaire.

## **Chapitre 12**

### **Informier avec prudence sans tomber dans la peur**

À quatre mois des législatives marocaines, le journaliste entre dans une période où chaque sujet sensible peut rapidement devenir inflammable. Une rumeur sur la sécurité, une tension sociale, une hausse de prix, une polémique institutionnelle, un incident local ou une accusation politique peuvent basculer en quelques heures dans l'emballement collectif. Dans ce climat, informer devient un exercice d'équilibre : il faut alerter sans paniquer, critiquer sans hystériser, expliquer sans minimiser.

La prudence journalistique n'est pas une faiblesse. Elle n'est pas non plus une forme de tiédeur. Elle consiste à mesurer les mots, vérifier les faits et anticiper les effets d'une publication sur le public. Dans un pays connecté, où une information circule instantanément d'un téléphone à l'autre, le journaliste ne peut plus écrire comme si ses mots restaient enfermés dans une page. Ils voyagent, se découpent, se commentent, se déforment.

Le premier devoir est donc de ne pas transformer l'incertitude en certitude. Lorsqu'une situation est encore confuse, il faut le dire clairement. "Selon les premières informations", "à ce stade", "les causes restent à établir", "aucune confirmation officielle n'a encore été donnée" : ces formulations ne sont pas des précautions inutiles. Elles protègent le lecteur contre les conclusions rapides.

Le deuxième devoir est de refuser la dramaturgie artificielle. Tout n'est pas "chaos", "scandale", "séisme", "panique" ou "crise majeure". Ces mots doivent être réservés aux faits qui les justifient vraiment. À force d'exagérer, le journalisme perd sa capacité d'alerte. Quand tout devient urgent, plus rien ne l'est réellement.

Mais la prudence ne doit jamais devenir silence. Un journaliste responsable ne cache pas un problème pour éviter l'inquiétude. Il l'explique. Il donne les faits disponibles, les limites de ce que l'on sait, les responsabilités éventuelles, les réponses des autorités ou des acteurs concernés, et les conséquences concrètes pour les citoyens.

En période électorale, cette exigence est décisive. Certains chercheront à fabriquer la peur pour mobiliser leur camp. D'autres tenteront de minimiser les tensions pour préserver leur image. Le journaliste veilleur doit refuser ces deux pièges. Son rôle n'est ni d'effrayer, ni de rassurer artificiellement. Son rôle est de rendre le réel intelligible.

Informé avec prudence, c'est aussi éviter les généralisations. Un incident dans une ville ne résume pas tout le pays. Une colère locale ne signifie pas nécessairement une explosion nationale. Une erreur administrative ne prouve pas toujours un système entier en faillite. Mais inversement, un cas isolé peut révéler un problème plus profond s'il s'inscrit dans une série, un contexte ou une tendance documentée.

Tout est donc affaire de proportion.

Le journaliste marocain doit apprendre à doser sans édulcorer. Il peut écrire fortement, mais justement. Il peut nommer les problèmes, mais sans fabriquer de peur supplémentaire. Il peut critiquer une décision, mais sans transformer chaque désaccord en menace existentielle.

La responsabilité est encore plus grande sur les réseaux sociaux. Un titre anxigène, une miniature dramatique, une phrase sortie de l'article peuvent suffire à créer une perception excessive. Beaucoup de lecteurs ne lisent que l'accroche. Le journalisme doit donc être prudent dès le premier mot visible.

À l'approche des législatives, la peur sera peut-être l'un des carburants du débat public : peur du déclassement, peur de l'avenir, peur de l'autre camp, peur de l'abstention, peur de la crise sociale. Le journaliste ne doit pas ignorer ces peurs. Elles existent. Mais il doit les traiter comme des faits sociaux à comprendre, non comme des outils d'audience à exploiter.

Car une société mal informée peut s'agiter. Une société surinformée mais mal contextualisée peut se fatiguer. Une société noyée dans la peur peut finir par renoncer au débat rationnel.

Le journaliste veilleur a donc une mission simple et difficile : maintenir la lucidité publique. Dire quand il faut s'inquiéter. Dire quand il faut attendre. Dire quand une alerte est fondée. Dire quand une polémique est fabriquée. Dire quand une colère révèle un vrai problème. Dire aussi quand l'émotion dépasse les faits.

Dans les mois qui viennent, cette prudence sera une forme de courage. Elle sera moins spectaculaire que le buzz, moins rentable que l'indignation, moins confortable que le silence. Mais elle sera plus utile.

Car informer, ce n'est pas jeter le public dans l'angoisse. C'est lui donner les moyens de comprendre ce qui arrive, de juger avec recul et de décider avec discernement.

À quatre mois des législatives, c'est peut-être cela le devoir le plus noble du journaliste marocain : ne pas nourrir la peur, mais éclairer ce qui la produit.

**Oui, mais...**

Oui, mais trop de prudence peut parfois affaiblir l'alerte. Certains sujets exigent des mots forts. Une injustice grave, une crise sociale réelle, une dérive institutionnelle ou une manipulation organisée ne doivent pas être édulcorées. La prudence ne consiste pas à adoucir le réel ; elle consiste à le nommer justement, avec preuves et proportion.

### **La voix intérieure d'un journaliste engagé**

Je sais que la peur est une matière dangereuse.

Un journaliste ne doit pas l'exploiter. Il doit l'expliquer. Il doit dire ce qui est grave, sans grossir ce qui ne l'est pas. Il doit alerter sans affoler, critiquer sans hystériser, nommer les risques sans fabriquer de panique.

Mais en campagne électorale, la peur devient une arme extrêmement efficace.

Peur du déclassement. Peur du chaos. Peur de l'autre camp. Peur de perdre son emploi, son niveau de vie, son avenir. Peur de voir le pays mal gouverné. Je sais que ces peurs existent. Je sais aussi qu'elles font cliquer, réagir, voter parfois.

L'avocat du diable me dit : "Certains dangers doivent être nommés fortement. Trop de prudence peut anesthésier l'alerte."

Mon engagement politique, lui, murmure autre chose : "Si l'adversaire représente vraiment un risque, pourquoi ne pas le dire avec force ? Pourquoi arrondir les angles quand l'enjeu est décisif ?"

Alors je cherche le mot qui frappe. Le titre qui inquiète. L'image qui installe une tension. Je me dis que je ne mens pas, que je dramatise seulement ce qui mérite d'être pris au sérieux.

Mais je sais que la peur, une fois utilisée, réclame toujours plus de peur.

Et c'est là que je comprends le piège : à force de vouloir réveiller le citoyen, je peux finir par l'enfermer dans l'angoisse que je prétendais éclairer.

## **Conclusion**

### **La charte éthique qu'aucun journaliste ne signera malheureusement**

Nous, journalistes marocains, devrions pouvoir signer ceci sans trembler.

Nous nous engageons à vérifier avant de publier.

À ne pas confondre vitesse et vérité.

À ne pas transformer une rumeur en information.

À ne pas déguiser une opinion en fait.

À ne pas servir un clan, un sponsor, un parti, une administration ou une amitié.

À dire clairement quand nous savons, quand nous doutons, et quand nous nous sommes trompés.

Nous nous engageons à ne pas salir une réputation pour gagner de l'audience.

À ne pas humilier un citoyen pour produire du buzz.

À ne pas publier une accusation grave sans preuve solide.

À ne pas cacher une information d'intérêt public par confort, peur ou calcul.

À ne pas utiliser l'anonymat d'une source comme un paravent pour diffuser une manipulation.

Nous nous engageons à distinguer le journalisme de la communication.

La critique de la diffamation.

L'enquête du règlement de comptes.

L'indépendance de la posture.

La prudence de la lâcheté.

Le courage de l'agitation.

Nous nous engageons à corriger publiquement nos erreurs.  
Non pas parce que cela nous arrange, mais parce que le public y a droit.  
Nous nous engageons à expliquer le contexte, à respecter les faits, à protéger les sources sincères, mais jamais les mensonges.  
Nous nous engageons à utiliser l'intelligence artificielle comme un outil, jamais comme une conscience.

À l'approche des élections, nous nous engageons enfin à ne pas devenir les soldats invisibles des campagnes politiques.  
Ni relais d'intox.  
Ni agents d'influence.  
Ni fabricants de peur.  
Ni blanchisseurs de propagande.

Voilà la charte que tout journaliste devrait pouvoir signer.

Mais soyons francs : beaucoup ne la signeront pas.

Non parce qu'ils la désapprouvent publiquement.  
Ils applaudiront même ses principes.  
Ils parleront d'éthique, de déontologie, de responsabilité, de liberté de la presse.  
Mais au moment décisif, certains choisiront l'accès plutôt que la distance, le clic plutôt que la preuve, le camp plutôt que le public, le silence plutôt que le risque.

C'est peut-être là que commence le vrai journalisme : non dans les grandes déclarations, mais dans les petites résistances quotidiennes.

Une vérification de plus.  
Un titre moins brutal.  
Une source recoupée.

Une correction assumée.

Une pression refusée.

Une rumeur non publiée.

La charte ne sera peut-être pas signée.

Mais elle peut encore être pratiquée.

# ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

## ABOUT ME

